

Bulletin du FMI

La transformation de l'Afrique

L'Afrique face à un double défi après la crise mondiale

Bulletin du FMI en ligne
4 mars 2010

- Le Directeur général du FMI se rend au Kenya, en Afrique du Sud et en Zambie
- D. Strauss-Kahn entend approfondir le dialogue sur les perspectives pour l'Afrique
- Le changement climatique : un des défis majeurs du continent africain



Un vendeur de téléphones portables devant sa camionnette/boutique ambulante au Kenya où la reprise économique s'amorce après plusieurs chocs successifs. (Photo: Andreas Gebert/dpa)

La reprise de l'activité économique mondiale qui s'amorce pose à l'Afrique un double défi, celui de renouer avec une croissance forte tout en renforçant sa résistance aux chocs économiques qui frappent régulièrement le continent, estiment les responsables du FMI au moment où le Directeur général entame une tournée africaine qui le conduira dans trois pays.

Dominique Strauss-Kahn, qui est attendu au Kenya le 6 mars, se rendra ensuite en Afrique du Sud et en Zambie pour réaffirmer le resserrement des relations entre le FMI et le continent. Il aura des entretiens avec les responsables politiques et économiques pour promouvoir la poursuite de la transformation économique de l'Afrique.

« Comme j'ai déjà eu à le dire, les pays Africains sont avant tout les victimes innocentes de la crise. La tendance semble heureusement s'inverser et on observe partout sur le continent, des signes de rebond, qu'il s'agisse du commerce, des recettes d'exportation, du crédit bancaire ou de l'activité commerciale » a déclaré M. Strauss-Kahn à la presse, avant son départ.

La rigueur politique

Des politiques monétaire et budgétaire plus rigoureuses, allant de pair avec les réformes structurelles mises en œuvre dans bien des pays, ont aidé l'Afrique à traverser la crise financière mondiale dans de meilleures conditions que lors des crises antérieures, a déclaré John Lipsky, premier Directeur général-adjoint du FMI, le mois dernier, à l'occasion [d'une visite au Ghana et au Libéria](#).

S'il est vrai que la croissance économique des pays subsahariens est tombée, du fait de la crise mondiale, à 2 % en moyenne en 2009 contre 5,6 % l'année précédente, le [FMI prévoit](#) une reprise de la croissance qui atteindrait 4 ½ % cette année puis 5 ½ % en 2011.

Antoinette Sayeh, Directrice du Département Afrique du FMI relève plusieurs facteurs décisifs qui ont aidé les économies africaines à affronter la crise.

- **Amélioration des politiques mises en œuvre.** À partir de la fin des années 1990, de nombreux pays africains ont affermi leurs politiques par rapport aux méthodes antérieures — renforçant les comptes publics, réduisant l'endettement, contenant l'inflation et disposant par conséquent de réserves de change plus confortables.
- **Espace budgétaire.** Grâce à la réduction spectaculaire des déficits et de l'endettement publics, nombreux sont les pays qui ont pu mettre la politique budgétaire à profit pour contrecarrer la crise plutôt que d'en accentuer les effets. Ces pays se sont efforcés de maintenir — et accroître dans certains cas — les dépenses publiques, à un moment où les recettes publiques diminuaient rapidement. La politique budgétaire a été contra-cyclique dans les deux-tiers des pays subsahariens en 2009.
- **Marge d'abaissement des taux d'intérêt.** L'inflation maîtrisée, les pays ont aussi été en mesure d'utiliser la politique de taux d'intérêt en abaissant les taux, ce qui fut un autre facteur d'absorption de l'impact de la crise. Lorsque le **régime de change** était souple, les pays ont laissé les taux s'ajuster, ce qui les a aidé à affronter les chocs et renforcé la résistance de leur économie.
- **Maintien des dépenses sociales par diverses stratégies durant la crise.** Les pays ont maintenu en particulier les dépenses de santé et d'éducation aux niveaux d'avant la crise, et la plupart les ont du reste augmentées. Plus de pays ont également mis en place des systèmes de transferts conditionnels en espèces et ils ont été plus nombreux à adopter une approche de la protection sociale davantage axée sur le développement, notamment les programmes de travaux publics et les initiatives de sécurité alimentaire.
- **Exclusion du protectionnisme.** Les pays africains ne se sont pas mis à ériger des barrières ni à se replier sur eux-mêmes et ont au contraire poursuivi des politiques qui étaient en général propices à l'investissement étranger et au commerce.

Dans un entretien avec le *Bulletin du FMI*, M^{me} Sayeh a déclaré que les actions menées par les pays africains pour ouvrir leurs économies à l'investissement privé ont porté leurs fruits. «Les pays africains se sont dès lors présentés sous un jour plus favorable, grâce à cette nouvelle ouverture au secteur privé et à l'aplanissement des obstacles à l'investissement direct étranger.»

Un partenariat renforcé

Le FMI a [renforcé son aide à l'Afrique](#) pour amortir les effets de la crise économique mondiale en augmentant sa capacité de prêts, en élargissant son assistance technique et en offrant des conseils sur les moyens d'affronter la crise et de protéger les plus vulnérables. Au total, l'aide du FMI à l'Afrique a atteint 5 milliards de dollars EU, l'année dernière, y compris des prêts concessionnels s'élevant à 3,6 milliards, contre un total de 1,7 milliard en 2008.

La tournée de Dominique Strauss-Kahn au Kenya, en Afrique du Sud et en Zambie intervient un an après sa rencontre avec les dirigeants Africains à la [conférence de Dar-es-Salaam](#). Les ministres africains des finances et gouverneurs de banque centrale réunis dans la capitale tanzanienne, Dar-es-Salaam, les 10 et 11 mars 2009, avaient appelé à un partenariat renforcé entre le FMI et l'Afrique.

Depuis lors, le FMI a présenté [un nouveau dispositif](#) de prêts aux pays les plus pauvres, grâce à l'augmentation des ressources prévues à cet effet, au doublement des plafonds d'emprunt, à l'application d'un taux d'intérêt zéro jusqu'à la fin 2011 et des conditions assouplies.

Le FMI a aussi accru son assistance technique pour aider les pays africains à renforcer leurs institutions et leurs capacités institutionnelles. Trois centres régionaux d'assistance technique ont également été ouverts sur le continent, en Tanzanie, au Mali et au Gabon, et deux autres doivent entrer en service dans le courant de l'année au Ghana et à Maurice.

Panel de haut niveau

Durant son voyage, Dominique Strauss-Kahn participera à une discussion de panel de haut niveau sur le thème *«Une feuille de route pour la transformation de l'Afrique»* à l'université de Nairobi. Les autres membres du panel seront Raila Odinga, Premier ministre du Kenya, Uhuru Kenyatta, Ministre des finances, Wangari Maathai, lauréate du Prix Nobel et défenseur de la protection de l'environnement, Bob Geldof musicien et activiste politique, ainsi que Akere Muna, ténor du barreau camerounais, représentant Transparency International.

Dominique Strauss-Kahn rencontrera aussi des organisations non gouvernementales, des responsables de la société civile et des syndicats, et prononcera un discours suivi d'un débat avec les étudiants de [University of Witwatersrand](#) en Afrique du Sud.

L'autre thème qui sera sans doute abordé lors de la tournée africaine du Directeur général est celui du changement climatique.

L'Afrique contribue peu aux émissions de gaz carbonique qui menacent la planète mais le continent en paie déjà lourdement le prix, victime de sécheresses, d'inondations, de pénuries alimentaires, d'épidémies et de déplacements de population.

Dominique Strauss-Kahn a déclaré il y a quelques temps déjà, que le monde doit adopter un modèle de croissance à faible empreinte carbonique, à mesure qu'il émerge de la crise économique mondiale.

Les services du FMI étudient une série de propositions pour aider à financer cette mutation de l'économie mondiale. Lors d'un débat sur [Quel avenir pour l'économie mondiale](#), Dominique Strauss-Kahn a déclaré à Davos, en janvier dernier, qu'il est évident que les pays en développement n'ont pas les fonds nécessaires pour financer les mesures qui s'imposent pour affronter le changement climatique tandis que les pays développés croulent sous une dette colossale, facture des actions menées pour juguler la crise économique mondiale.

Les réactions à cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org